



**KlimaatCoalitie**  
**Coalition Climat**

## Réaction presse

### **L'accord de gouvernement fédéral manque d'ambition climatique et fait abstraction de la transition juste.**

Bruxelles, le 3 février 2025

#### **La Coalition Climat réagit âprement à l'accord fédéral de l'Arizona.**

**Les politiques du nouveau gouvernement fédéral ne permettront à la Belgique, ni de respecter ses objectifs européens, ni de se conformer au jugement de l'Affaire Climat, ni d'atteindre la neutralité climatique comme convenu dans l'Accord de Paris.**

**Par ailleurs, l'Arizona prévoit de faire des économies sur la solidarité internationale alors que ce sont les plus vulnérables ici et ailleurs qui sont et seront les plus durement touchés par la crise climatique.**

L'Arizona exprime son soutien aux engagements climatiques internationaux et européens. Pourtant, elle conditionne la mise en œuvre effective de ces objectifs sous une multitude de critères. Elle remet en question des législations européennes essentielles et mise pleinement sur la dérégulation. Le climat est considéré comme un bonus alors que le coût de l'inaction pour les générations actuelles et futures est ignoré.

Les mesures envisagées sont soit vagues, soit contre-productives. La suppression des subventions aux énergies fossiles aurait dû être une priorité, mais elle ne fera que l'objet d'une analyse. Le gouvernement ne mentionne pas la loi sur la restauration de la nature et reste faible sur les initiatives en matière de biodiversité. Nulle part, ce gouvernement ne reconnaît que la crise climatique est aussi une crise mondiale nécessitant la solidarité avec les pays vulnérables. Ce gouvernement semble également tirer un trait sur l'objectif d'une transition juste, qui soutient les travailleur-euse-s et les citoyen-ne-s les plus fragiles et qui demande un plus grand effort aux secteurs et citoyens aux épaules les plus larges.

"Cet accord n'est pas seulement court-termiste, il est aussi injuste. Il fait porter le fardeau sur les générations futures et les plus vulnérables, sans faire contribuer les plus gros émetteurs", déclare Benjamin Clarysse - Président de la Coalition Climat. "L'accord conclu n'offre pas de perspectives suffisantes pour un avenir plus sûr, plus sain et plus juste", ajoute encore Benjamin Clarysse.

Cette législature aurait dû être un tournant. Nous ne pouvons pas nous permettre de perdre encore cinq ans. Si l'Arizona prend le climat au sérieux, elle doit être prête à prendre des mesures audacieuses dès maintenant. Tout d'abord, en soumettant un plan permettant d'atteindre l'objectif de réduction des émissions de 55 % d'ici 2030, comme l'exige l'Affaire Climat. Ensuite, en soutenant au niveau européen un objectif ambitieux de réduction de 95 % d'ici 2040. Réduire les dépenses est en totale incohérence avec les investissements de plusieurs millions nécessaires pour faire face aux inondations ou aux pertes de récoltes. Il nous faut des politiques pertinentes qui anticipent l'avenir.

L'Arizona reconnaît pourtant l'urgence de la crise environnementale que nous devons maîtriser. Dans les termes de l'accord : « Nous sommes confrontés à un défi climatique mondial. Nous devons agir maintenant pour lutter contre le changement climatique et la perte de biodiversité. » Le texte laisse par endroits entrevoir la possibilité d'actions supplémentaires. Nous appelons la nouvelle équipe à transformer ces mots en actes et à s'engager, aux côtés des plus de 100 partenaires de la Coalition Climat, pour impulser un véritable changement de cap.